

Unité bidépartementale Eure -Orne
Cité administrative
Place Bonet
CS 40020
61007 ALENÇON

ALENÇON, le 11/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RECYOUEST

13 AV DE L INDUSTRIE

—

61200 Argentan

Références : 61-2023-202
Code AIOT : 0100000718

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement RECYOUEST implanté 13 Avenue de l'Industrie 61200 Argentan. L'inspection a été annoncée le 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée afin de vérifier les actions mises en place suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence du 26/04/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYOUEST
- 13 Avenue de l'Industrie – 61200 Argentan
- Code AIOT : 0100000718
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RECYOUEST développe une activité de recyclage de plastiques agricoles dont la capacité de traitement envisagée est de 13 500 t/an. Le site est classé sous le régime de l'autorisation au regard de la nomenclature des installations classées pour les activités de traitement de déchets non dangereux. L'activité a démarré en septembre 2022, dans une phase de mise au point des installations. L'exploitant a dû ajouter un système de séchage en amont du process, afin de limiter la formation de boues. Cette phase est encore en cours de déploiement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/04/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Exutoires de fumées	AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.B	Astreinte	4 mois
3	Stockages balles plastiques	AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.C	Astreinte	4 mois
4	Vérifications et maintenances	AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.D	Astreinte	4 mois
5	Extinction automatique	AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.E	Astreinte	4 mois
7	Modifications	AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 2	Astreinte	4 mois
8	Mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 3	Astreinte	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	dispersion de plastiques	AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.A	Demande associée au point n°1
6	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.F	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si certaines actions ont été mises en place et d'autres sont lancées, l'exploitant n'a pas mis en œuvre l'ensemble des actions nécessaires pour respecter l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/04/2023. Les entreposages extérieurs ne sont toujours pas conformes (absence de murs coupe-feu, emplacements non autorisés et certains équipements de sécurité non plus (travaux en attente sur les exutoires de fumées et les portes coupe-feu, réseau RIA sous-dimensionné en pression, sprinklage manquant dans l'atelier de maintenance, porter-à-connaissance non déposé alors que des modifications ont été apportées au site).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : dispersion de plastiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.A
Thème(s) : Risques chroniques, dispersion de plastiques
Prescription contrôlée : A) Article 5.5 : « L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets, particules de plastique... ». Délai : 4 mois.
Constats : Par courriel du 16/08/2023, l'exploitant a indiqué « nous avons réalisé le balayage complet du site par un prestataire. Nous allons réaliser cette opération régulière. Les équipes sont challengées sur la propreté des espaces extérieurs ». Lors de la présente inspection, l'exploitant a précisé qu'une prestation extérieure de balayage par une société extérieure était également mise en place tous les trimestres. Les espaces extérieurs ne présentaient plus les fragments de plastiques observés lors de la précédente inspection. Il en ressort le constat du respect de ce point de la mise en demeure. Toutefois, on constate que certaines balles plastiques stockées en extérieur se dégradent, avec désagrégation et pousse de végétation. L'exploitant devra rester vigilant pour éviter que les balles plastiques stockées en extérieur ne soient une source de dispersion de fragments de plastiques. (demande associée au point n°1).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exutoires fumées et Etude toxicité fumées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.B
Thème(s) : Risques accidentels, Exutoires fumées et Etude toxicité fumées
Prescription contrôlée : 1.B) Article 6.1.3 : « [...] Les halls d'activité et de stockage sont équipés d'exutoires de désenfumage représentant au minimum 1 % de la superficie de chaque local. Les dispositifs concourant au désenfumage sont entretenus régulièrement, maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels. Les commandes relatives au désenfumage sont positionnées judicieusement à l'entrée des locaux couverts. Ces commandes sont accessibles en permanence. L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de vérifications et d'entretiens des dispositifs concourant au désenfumage. L'exploitant fait réaliser sous 3 mois après notification du présent arrêté une étude quantitative de toxicité des fumées en cas d'incendie des stocks de déchets, de produits intermédiaires et de produits finis. Les résultats de cette étude sont transmis à l'inspection des installations classées. » délai : 2 mois
Constats : L'exploitant a présenté une commande datée du 30 mars 2023 d'une prestation afin de résoudre les constats relevés sur les systèmes de désenfumage. Toutefois, aucune date de réalisation de ces travaux n'est connue. Malgré la commande passée, l'exploitant ne justifie pas de la réalisation des travaux nécessaires sur les dispositifs de désenfumage. Il en ressort le constat du non-respect de ce point de la mise en demeure . L'étude sur la toxicité des fumées réalisée par le CNPP a été remise le 21 avril 2023. Elle conclut sur l'absence de risque toxique lié aux fumées à l'extérieur du site en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Stockages balles plastiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.C
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages balles plastiques
Prescription contrôlée : 1.C) Article 6.1.5 : « Les stockages de matières combustibles (déchets plastiques entrants, produits intermédiaires, produits finis, emballages et consommables...) doivent respecter les localisations, les natures de produits, les quantités et dimensions de stockage mentionnées dans l'étude de dangers du site et utilisées comme données d'entrée des modélisations des conséquences en cas d'incendie qui y figurent. Notamment, les quantités maximales de déchets entrants ou produits finis PEHD et polypropylène sont de 6000 m ³ en intérieur et 1900 m ³ en extérieur. Au maximum 1200 m ³ de produits finis ou semi-finis (fibre nettoyée, agglomérats et granulés) sont stockés dans le hall 4, sur des emplacements signalés, à une distance minimale de 5 m des machines de production et des stocks attendant strictement nécessaires à la production. L'exploitant prend toutes les dispositions pour permettre une libre circulation autour des machines et s'assure que les équipements et machines présents dans le hall ne peuvent pas impacter la sécurité du stockage, même en cas de défaillance. [...] ». Délais : <ul style="list-style-type: none">• 2 mois concernant les entreposages intérieurs ;• 4 mois concernant les entreposages extérieurs.
Constats : La persistance des non-conformités suivantes a été constatée : <ul style="list-style-type: none">- les deux emplacements utilisés comme prévu pour le stockage extérieur de balles ne sont toujours pas équipés des parois en béton qui auraient dû constituer des cases de stockage. L'exploitant a indiqué qu'il envisageait ces travaux pour février 2024 au plus tôt ;- un emplacement de stockage extérieur d'environ 800 m² est toujours présent au nord du site, à proximité immédiate de la limite de site, avec certaines balles sur une surface de pelouse ;- l'entreposage de matière première (déchets) dans le hall 5, alors que seuls des entreposages de produits finis sont prévus pour ce hall (plan des stockages p24 de l'étude de dangers). Il en ressort le constat de non-respect de la mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Vérifications et maintenances

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.D
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications et maintenances
Prescription contrôlée : 1.D) Article 6.2.4 : « L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. » Délai : 2 mois
Constats : L'état des vérifications et maintenances est le suivant : <ul style="list-style-type: none">• exutoires de fumées : voir point n° 2 ci-dessus ;• extincteurs : vérification effectuée par CHUBB – SICLI le 8 mars 2023. Le rapport consulté mentionne 119 appareils en bon état ;• portes coupe-feu : l'exploitant a présenté une commande au 30 mars 2023 (groupée avec les exutoires) pour la remise en état de deux portes coupe-feu. Il n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation de ces travaux ;• robinets d'incendie armés (RIA) : la vérification a été réalisée le 04 avril 2023, par Dessautel. Le rapport mentionne que « la pression dynamique est insuffisante : mesurée à 1,8 bars contre 2,5 requis ». Il en ressort le constat du non-respect de ce point de la mise en demeure : la maintenance de matériels de sécurité n'est pas exhaustive (travaux à réaliser pour le désenfumage, les portes coupe-feu, le réseau RIA).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Extinction automatique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.E
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique
Prescription contrôlée : 1.E) Article 6.3.1 : « [...] Un système d'extinction automatique d'incendie de type « sprinkler », équipant les halls 1 à 5, adapté aux produits présents, conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cette conformité. » Délai : 2 mois
Constats : Selon les justificatifs fournis par l'exploitant sur les mesures mises en place pour répondre aux non-conformités relevées dans le certificat « Q1 » fourni par la société TYCO sur la conformité du système sprinkler au référentiel APSAD, un point de non-conformité significatif reste à traiter : le local maintenance ne possède pas de sprinklage. Il en ressort le constat du non-respect de ce point de la mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1.F
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : 1.F) Article 6.1.10 : « I - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...] » Délai : 2 mois
Constats : La mise en place de bacs de rétention a été vérifiée lors de l'inspection. Le respect de ce point de la mise en demeure est donc constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modifications

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Modifications
Prescription contrôlée : « Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. » Cet article sera considéré comme respecté lorsque l'exploitant aura porté à la connaissance du préfet de l'Orne la modification constituée de l'ajout d'une ligne de séchage dans le hall 5, avec tous les éléments d'appréciation pour apprécier l'impact de cet ajout sur le classement ICPE du site et sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Délai : 2 mois
Constats : L'exploitant a indiqué son intention de déposer un porter-à-connaissance portant sur l'ajout d'une phase de séchage en amont du process et sur l'ajout d'entrepôts de déchets et de matières supplémentaires. Une version préliminaire d'étude de flux thermiques en cas d'incendie confirme, considérant la configuration actuelle sans murs coupe-feu sur les entrepôts extérieurs, la présence de cas d'incendie de risques d'effets létaux en dehors des limites de site, ainsi que de potentiels effets domino avec les établissements voisins. En l'absence de dépôt d'un porter-à-connaissance portant sur l'ensemble des modifications apportées aux installations par rapport au contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale, il est constaté le non-respect de ce point de la mise en demeure . Il est rappelé à l'exploitant qu'il n'est pas autorisé à mettre en œuvre des modifications notables ou substantielles sur le site en anticipation de l'instruction d'un porter-à-connaissance par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications et maintenances
Prescription contrôlée : En vue de protéger les intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans l'attente de la réalisation de l'ensemble des actions correctives nécessaires au respect des prescriptions mentionnées à l'article 1 du présent arrêté, la société RECYOUEST met en place une ronde journalière, destinée à vérifier à la fin de chaque journée d'activité les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• arrêt complet des machines (excepté les éventuels équipements nécessaires à la sécurité en phase d'arrêt de la production) ;• absence de point chaud sur l'ensemble de la ligne de production et dans les entreposages ;• nettoyage effectif de l'ensemble des surfaces ;• dégagement des espaces situés à moins de 5 m des machines ou des portes coupe-feu ;• absence d'entreposages à moins de 1 m des têtes de sprinklage. Chaque ronde journalière fait l'objet d'un enregistrement écrit, mentionnant le nom de la personne qui l'a réalisé et l'état observé de chacun des points mentionnés ci-dessus. Délai : 24 heures
Constats : L'exploitant a créé un formulaire afin de respecter cette mesure d'urgence. Toutefois, s'il assure que des rondes sont effectuées tous les jours, celles-ci ne donnent lieu à aucun enregistrement. Il en résulte le constat de non-respect de cette mesure d'urgence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 4 mois